



RAPPORT ANNUEL

Avant-propos



Bettina Behrend et Marianne Klute sont à la tête de l'association depuis mi-2020

Chères amies et chers amis de la forêt tropicale,

« Il y a encore de l'espoir pour nos forêts, à condition d'agir de manière immédiate et systématique ! » Ces mots prononcés par M. Isa, défenseur de l'environnement indonésien, constituent un appel qui nous guide et traverse en fil rouge notre rapport annuel 2022.

Le fait est que c'est là où les communautés locales et autochtones vivent et s'engagent en faveur de leur forêt tropicale que celle-ci est la mieux protégée. Mais pour ce faire, elles ont besoin de personnes qui portent leur voix et les soutiennent, tant du point de vue financier que thématique.

Grâce à tous ceux et celles qui ont fait des dons et appuyé nos campagnes, nous avons pu prendre des mesures rapides et ciblées en 2022 là où la forêt tropicale est gravement menacée et où des personnes s'engagent pour sa protection.

En 2022, nous avons soutenu plus d'organisations partenaires que jamais auparavant. Notre implication dans divers réseaux gagne en outre du terrain. La coopération internationale prend globalement de l'importance. C'est pourquoi elle définit ce sur quoi nous nous concentrons : apporter un appui aux communautés autochtones et aux groupes engagés dans les pays des forêts tropicales, financer des projets concrets pour protéger le climat et préserver la biodiversité et soutenir la résis-

tance des populations concernées par la destruction de l'environnement.

Le présent rapport annuel met en exergue le rôle crucial que jouent nos (organisations) partenaires. Ce travail est présenté en détail dans le nouveau menu « Projets » de notre site internet. Cette rubrique en ligne est constamment enrichie et mise à jour.

Agir de manière systématique exige de mettre en place des réseaux et des campagnes communes. À chaque étape de notre travail se pose donc cette question : comment garantir des rapports équitables avec nos partenaires dans les pays du Sud ? Nous ne pouvons résoudre les problèmes qui nous touchent dans les pays du Nord (approvisionnement en énergie et en matières premières, par exemple) aux dépens des populations et de la Nature, ce qui implique un respect mutuel. C'est que ce sont les populations locales qui protègent et préservent la forêt tropicale. C'est en leur nom que nous tenons à vous adresser nos plus sincères remerciements, et ce, pour que l'espoir ne cesse de grandir.

Bettina Behrend et Marianne Klute

Sommaire

Vision et travail	4
Nos campagnes en Europe et dans le monde	6
Notre année en bref	8
Notre engagement pour les autochtones, les droits humains et la Nature	9
Notre travail de préservation de la biodiversité et du climat	12
Notre éclairage sur l'exploitation minière, l'énergie et la violence	14
Les matières premières agricoles	18
L'exploitation forestière pour la protection du climat et le bois tropical	21
Les procédures-bâillon	23
Notre collaboration avec nos organisations partenaires dans le monde	24
Notre organisation	28
Vue d'ensemble des finances	30
Compte de résultat	32
Liens utiles	36

Mentions légales

Rettet den Regenwald e.V. *

Jupiterweg 15, 22391 Hamburg, Allemagne

Tél. : +49 (0)40 4103804, fax : +49 (0)40 4500144

info@regenwald.org / www.regenwald.org

Présidentes : Bettina Behrend et Marianne Klute

Registre des associations : Amtsgericht Hamburg VR 11790

N° de TVA intracommunautaire aux termes du § 27 a de la loi allemande relative au chiffre d'affaires : DE155613984

Rettet den Regenwald e. V. est une association reconnue d'utilité publique en Allemagne.

* **Sauvons la forêt** est le nom de la page internet francophone de l'association allemande Rettet den Regenwald e.V.

info@sauvonslaforet.org /

www.sauvonslaforet.org



Photo de couverture : Istockphoto/lara_zanarini



*Une vie en harmonie avec la Nature :
telle est notre vision*

© Mia Stendal/shutterstock

Vision et travail

Une vie en harmonie avec la Nature : telle est notre vision. Ce que nous voulons, c'est une société guidée par l'écologie et non par l'économie, un monde où nul ne vit aux dépens de l'autre, que ce soit chez nous, en Europe, ou ail-

leurs, un monde où règne la justice entre les générations, les genres, les religions et les ethnies.

Nous le savons : ce sera un travail de longue haleine et il y aura des revers. Mais nous savons aussi que

nous ne sommes pas seuls dans cette entreprise. C'est que nous travaillons partout dans le monde aux côtés de femmes et d'hommes qui font preuve de force et de courage et qui, jour après jour, mettent toute leur énergie au service de la préservation de la Nature.

Nous vous en présentons un certain nombre dans ce rapport.

Une fois de plus, nous avons pu compter sur tous ceux et celles qui nous soutiennent. L'année dernière, 13 686 personnes nous ont fait un don pour un montant total

d'environ deux millions d'euros. En 2022, 1 271 personnes de plus nous ont soutenus par rapport à 2021.

Ces dons nous ont permis de renforcer nos campagnes dans le monde et de soutenir financière-

ment 16 projets dans 63 pays.

Nous tenons à remercier du fond du cœur toutes ces personnes ayant fait un don. Sans votre soutien, notre travail ne serait pas possible.

Nos campagnes en Europe et dans le monde

Si le travail de protection de la forêt tropicale commence bien dans les pays où elle se trouve, il nous concerne aussi dans nos pays, en Allemagne et en Europe. C'est que notre consommation de matières premières et de produits agricoles compte souvent parmi les causes de la destruction de l'environnement, de la perte de biodiversité et de la crise climatique. Bien souvent, les droits des populations locales sont également bafoués.



C'est pourquoi nous travaillons avec un grand nombre de personnes engagées dans la défense de l'environnement et des droits humains partout sur la planète. À ces fins, nous avons tissé un réseau dense d'organisations partenaires. Notre équipe s'implique dans des réseaux en Europe et dans le monde pour des campa-

gnes comme l'exploitation minière, la déforestation en Papouasie ou les nouveaux projets pétroliers en République Démocratique du Congo.

Notre site internet regenwald.org présente une partie de ce travail. Nos campagnes sont présentées en allemand, mais aussi en français,

en anglais, en espagnol, en portugais, en italien, en néerlandais et en indonésien.

Nous publions par ailleurs le bulletin Regenwald Report quatre fois par an. En 2022, il était tiré à quelque 256 000 exemplaires. Ses articles sont également proposés en ligne sur notre site internet.

Nous travaillons avec de nombreuses personnes engagées dans la défense de l'environnement partout dans le monde. En 2022, nous avons soutenu financièrement 63 projets dans 16 pays. (© Collage RdR)

Nos expertes et experts réalisent régulièrement des interviews et entretiens de fond avec des journalistes d'Allemagne et de nombreux autres pays.

Les pétitions comme outil

Depuis des années, les pétitions adressées à des responsables politiques, des entreprises et des organisations représentent un outil qui a fait ses preuves. Nous travaillons avec nos organisations partenaires à leur formulation, à leur planification et à leur modification en fonction des développements les plus récents et les remettons de manière à démultiplier leur impact.

En 2022, nous avons lancé **14 nouvelles pétitions** et veillé à faire avancer un certain nombre d'autres pétitions des années précédentes. Ainsi, nous avons pu recueillir 1 264 983 signatures, dont la plupart en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne. L'Autriche, la Suisse, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, les États-Unis et le Canada figurent parmi le Top 10 des pays. Au total, 273 785 personnes ont rejoint nos appels.

Nous avons fait parvenir la plupart des signatures aux destinataires par e-mail. Nous avons réussi à remettre un certain nombre de ces pétitions en main propre. Ainsi, nous avons remis plus de 65 000 signatures à Elizabeth Maruma Mrema, secrétaire exé-

cutive de la Convention sur la diversité biologique à l'époque, ainsi qu'à Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement canadien, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur la diversité biologique, la COP15, à Montréal.

Cependant, bien souvent, ce n'est pas le nombre de signatures en valeur absolue qui va déterminer à lui seul le succès des pétitions. Elles tirent également leur impact du fait qu'elles mettent au jour des dysfonctionnements et des phénomènes de destruction de la Nature. Les responsables savent ainsi que leurs agissements ne sont plus dissimulés. Bon nombre de nos partenaires y voient un soutien précieux.

Notre travail repose sur trois piliers

1 Nous travaillons avec des organisations œuvrant à la protection de la Nature dans les régions tropicales. Notre soutien est souvent d'ordre financier. Les peuples autochtones sont au cœur de ces actions.

2 Au travers de campagnes politiques en Europe et dans les pays du Nord, nous cherchons à inciter les responsables au pouvoir, les grands groupes et les banques à respecter la Nature et les droits humains.

3 Notre travail de sensibilisation met en avant les liens entre nos habitudes de consommation en Occident et la destruction de la Nature en Asie, en Afrique et en Amérique latine.



Notre année en bref

La liste des menaces pesant sur la Nature et la forêt tropicale ne cesse de s’allonger : à cause de la crise climatique et de la perte de la biodiversité, mais aussi de la pandémie du covid et de la guerre en Ukraine. Heureusement, nous constatons des évolutions positives ainsi que des succès dans bien des domaines.

Nous avons défini cinq axes centraux en 2022, sur lesquels nous allons continuer de nous concentrer. Ces champs thématiques sont :

1. Peuples autochtones et droits humains
2. Biodiversité et climat
3. Exploitation minière et énergie,
4. Matières premières agricoles
5. Exploitation forestière et bois tropical

Le dérèglement climatique joue souvent un rôle important. Les

thèmes se recoupent fréquemment du point de vue des contenus, en fonction de la perspective. Nous réagissons bien évidemment aux dernières évolutions et menaces, si nous le jugeons pertinent et sommes en mesure de le faire.

Vous trouverez sur les pages suivantes des exemples de notre action sur ces axes thématiques.

La collaboration avec nos organisations partenaires dans les pays tropicaux est généralement au

cœur de ce travail. Celles-ci œuvrent d’arrache-pied à la préservation des forêts sur le terrain. Les succès que nous rapportons repose presque toujours sur leur action. Nous apportons un soutien à beaucoup de ces militantes et militants, aussi d’ordre financier. Cet appui va de l’aide d’urgence aux projets pluriannuels en passant par l’aide institutionnelle.

Vous trouverez une liste complète des organisations soutenues financièrement aux pages 26–27.

© Andrew Johnson

1

Notre engagement en faveur des peuples autochtones, des droits humains et de la Nature

1.1 Les autochtones et leurs droits

La forêt tropicale et la Nature sont particulièrement bien protégées là où les peuples autochtones vivent et sont aux commandes. Ce que les organisations de protection de l’environnement et des droits humains savent depuis longtemps commence à être de mieux en mieux compris par le monde scientifique et politique. La Conférence sur la diversité biologique COP15 a ainsi donné davantage de place et de reconnaissance aux droits des peuples autochtones que jamais. Les populations autochtones sont néanmoins plus menacées que la plupart des autres groupes humains.

Au Brésil, le **peuple Kaapor** a alerté l’opinion publique mondiale sur le pillage des forêts de l’Alto Turiaçu par les bûcherons, les spéculateurs fonciers et les orpailleurs. Les populations qui se défendent sont victimes de menaces et d’attaques, comme le chef Sarapo Kaapor victime d’un attentat meurtrier. Notre [pétition « Signez l’appel du peuple Kaapor en Amazonie brésilienne »](#) et la pression de l’opinion publique ont porté leurs fruits. La dépouille de la victime a été exhumée afin d’être autopsiée et la police fédérale brésilienne a ouvert une information judiciaire.

Depuis 2021, nous soutenons également le peuple Kaapor financièrement. Il s’agit de défendre leur territoire forestier de 531 000 hectares reconnu par l’État, dans le

Nord-ouest de l’État fédéral de Maranhão, de faire respecter les droits humains et d’améliorer les conditions de vie.

Au Paraguay, le **peuple Manjui**, est menacé par une épuration ethnique silencieuse dans le Chaco. Des producteurs de viande de bœuf et de charbon de bois s’accaparent et déboisent leurs terres ancestrales. L’État a certes racheté une partie de ces terres en 1998, mais sans jamais les leur restituer. Au travers de la [pétition « Paraguay : priver le peuple Manjui de territoire, c’est l’anéantir »](#), nous exigeons le respect des droits du peuple autochtone.

Fin 2022, nous avons accueilli la **coopérative de femmes Túumben K’ooben** au Mexique dans la famille de nos partenaires. Celle-ci achète des parcelles de forêt tropicale dans la région du Yucatán, pour résister à un projet d’infrastructure et préserver la Nature et les traditions mayas.

En Équateur, les peuples autochtones ont pu célébrer deux immenses avancées. D’une part, le **peuple Sápara** a pu récupérer ses droits fonciers sur 251 503 hectares de forêt tropicale, dont il était sur le point de perdre 70 % à cause d’escrocs, en lien des intérêts de deux sociétés pétrolières chinoises.



Les Massai comptent parmi les peuples autochtones les plus connus d’Afrique. (© istockphoto/hadynyah)

D’autre part, la Cour constitutionnelle équatorienne a garanti les droits du **peuple A’i Cofán** face aux projets d’exploitation minière. La plus haute juridiction du pays a interdit l’extraction d’or dans 50 concessions et confirmé aux populations leur liberté de décider ce qu’il advient de leur territoire en Amazonie. Cet arrêt a une valeur cruciale de précédent et conforte le travail de nombreuses d’organisations dans le monde pour faire respecter le droit de dire non aux projets miniers.

En Afrique, nous travaillons plus particulièrement avec les **peuples Massai et Batwa**, qui ont continué à être la cible de violences en 2022.

Pour promouvoir le tourisme, le gouvernement de Tanzanie souhaite élargir une aire protégée autour du cratère du Ngorongoro et expulser plus de 80 000 Massaï ainsi que 70 000 hommes, femmes et enfants dans la région de Loliondo. Nous avons ainsi décidé de pousser notre [pétition « Non au déplacement forcé des Massaï du Ngorongoro »](#).

La vague de violence a poussé le chef massaï Yannick Ndoinyo à l'exil. À l'époque, nous lui avons accordé une aide d'urgence pour financer son hébergement et ses repas. Yannick est désormais de retour en Tanzanie, où il dirige l'organisation **TEST (Traditional Ecosystems Survival Tanzania)**. Notre soutien a vocation à s'inscrire dans la durée.

La République démocratique du Congo a connu des évolutions positives. Une nouvelle loi y garantit le respect des droits du peuple Batwa, dont nombre d'individus ont perdu leur demeure en raison du Parc national de Kahuzi-Biéga. Nous travaillons avec le **Centre d'accompagnement des Autochtones Pygmées et Minoritaires Vulnérables (CAMV)** à la périphérie de cette aire protégée. Le projet consiste à améliorer les conditions de vie des Batwa et à panser les plaies qui leur ont été infligées au nom de la protection des gorilles.

En Asie du Sud-est, nous avons continué à travailler avec des organisations partenaires chevronnées en 2022. Au Sarawak, dans la partie malaisienne de Bornéo, Matek Geram de l'association **SADIA** travaille sans relâche à cartographier les terres et d'obtenir des titres fonciers au peuple Iban afin de le défendre face aux sociétés forestières et de plantations d'huile de

En bref

Pétitions :

- Signez l'appel du peuple Kaapor en Amazonie brésilienne
- Paraguay : priver le peuple Manjui de territoire, c'est l'anéantir
- Non au déplacement forcé des Massaï du Ngorongoro

Partenaires :

- Centro de Formação Saberes Kaapor (CFSK), Brésil
- Instituto Nova Era, Brésil
- Movimento Xingú Vivo, Brésil
- Forum Carajas, Brésil
- Acción Ecológica, Equateur
- Frauen-Kooperative Túumben K'óoben, Mexique
- Traditional Ecosystems Survival Tanzania (TEST), Tanzanie
- Centre d'accompagnement des Autochtones Pygmées et Minoritaires Vulnérables (CAMV), République Démocratique du Congo
- Sarawak Dayak Iban Association (SADIA), Malaisie
- Save our Borneo (SOB), Indonésie
- Yayasan Pusaka Bentala Rakyat (Pusaka), Indonésie
- Walhi Papua, Indonésie
- Coalition against Land Grabbing (CALG), Philippines

palme.

L'organisation **Save our Borneo (SOB)** est à l'œuvre dans la partie indonésienne de l'île, notamment dans le village de Kinipan, qui est devenu un véritable cas d'école pour la résistance contre l'industrie de l'huile de palme. Pour empêcher le pillage de la forêt tropicale. SOB aide Kinipan et d'autres villages à se faire attribuer officiellement des droits sur la forêt grâce à des cartes et des expertises dans le cadre d'un processus de longue haleine.

Le groupe des « **Tigres de Pining** », quant à lui, n'en est qu'au tout début dans son projet de reboiser la forêt dégradée dans l'écosystème de Leuser à Sumatra, vu qu'il n'a pas encore obtenu de droits fonciers sur cette zone. La fondation **Aceh Wetland Foundation** œuvre aussi dans l'écosystème de Leuser, en mettant l'accent sur la mangrove et les forêts marécageuses. Elle fait appel aux connaissances des peuples autochtones,

plus efficaces que les programmes de protection officiels.

La province de Papouasie subit un véritable assaut de la part des entreprises de la filière du bois, de l'huile de palme et de l'exploitation minière. L'accaparement de terres et les coupes à blanc y explosent. C'est pourquoi nous travaillons avec l'organisation **Pusaka** qui, sur place, lutte contre la déforestation.

Aux Philippines, c'est la **Coalition against Land Grabbing (CALG)** qui épaula les peuples autochtones. En 2022, le travail a consisté à offrir aux populations des sources de revenus supplémentaires avec l'élevage de crabes et les produits en rotin. Le projet a eu tant de succès que même des marchés lointains s'approvisionnent désormais après de cette communauté, qui a mis en place une pépinière.

1.2 Les droits de la Nature

L'humanité peine manifestement à stopper la destruction de la Nature. Face à l'urgence, peuples autochtones, scientifiques et activistes réfléchissent à la possibilité de lui accorder des droits garantis.

À ce jour, l'Équateur est le seul pays à avoir intégralement fait inscrire les droits de la Nature dans sa Constitution de 2008. Plusieurs organisations équatoriennes se servent déjà de cet instrument juridique pour stopper des projets miniers dans leur pays.

C'est ce qu'a fait l'organisation Observatorio Minero Ambiental y Social del Norte del Ecuador (OMASNE) pour préserver la forêt de montagnes dans les Andes équatoriennes où sol regorge d'or et de cuivre. Les habitantes et habitants de Los Cedros ont entamé une action contre l'exploitation de cuivre devant les juridictions locales et obtenu gain de cause. Même la Cour

constitutionnelle a annulé les permis accordés au projet minier. Un succès retentissant ! « L'écosystème de Los Cedros est porteur du droit à l'existence d'espèces animales et végétales ainsi qu'au maintien de leurs cycles, de leur structure, de

Cohen a déclaré patrimoine naturel national et zone hydrologique protégée une aire de 3 400 km² sur les rives du fleuve Santa Maria, qui représente près de 5 % de la surface du pays. « C'est un succès olympique, un but spectaculaire »,

En bref

Partenaires :

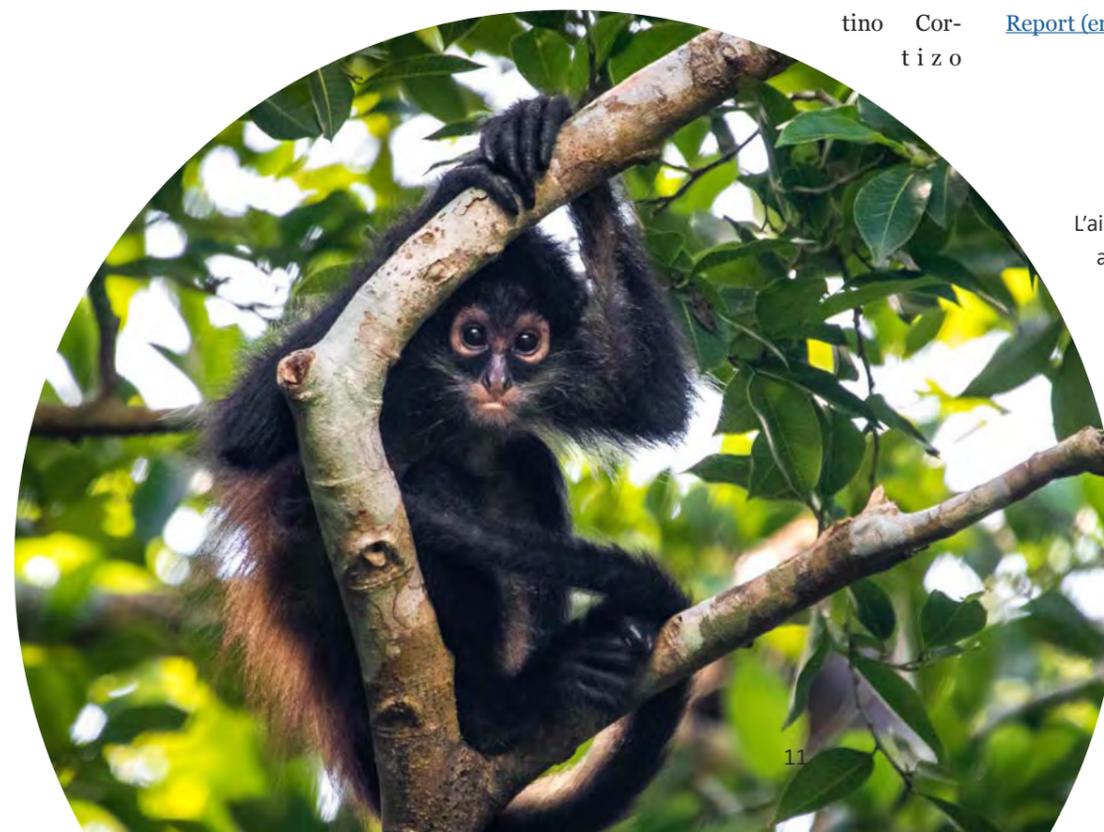
- Acción Ecológica und Nacionalidad Sapara del Ecuador (NASE)
- Observatorio Minero Ambiental y Social del Norte del Ecuador (OMASNE)
- Colectivo Voces Ecológicas de Panamá
- Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales

leurs fonctions et de leur processus d'évolution », a précisé la Cour dans son arrêt. Traduction : fin de l'exploitation minière.

Les droits de la Nature ont également triomphé au Panama, où le Président Laurentino Cortizo

a souligné Olmedo Carrasquilla, de notre organisation partenaire Colectivo Voces Ecológicas de Panamá.

Le concept de « droits de la Nature » a fait l'objet d'un [numéro de notre magazine Regenwald Report \(en allemand\)](#).



L'aire protégée de Los Cedros abrite également des singes-araignées à tête brune. (© istockphoto/GummiBone)

2

Notre travail de préservation de la biodiversité et du climat

2.1 La Conférence sur la diversité biologique COP15 et les aires protégées

Préserver le tissu vivant et protéger le climat sont deux causes centrales en faveur desquelles nous nous engageons. Aucun des deux objectifs ne doit être négligé et aucun ne doit être défendu au détriment de l'autre. Il ne peut donc y avoir de « protection du climat sans compromis » qui ne tienne pas compte de la biodiversité.

Tandis qu'en 2021, nous avons mis l'accent sur la crise climatique, nous nous sommes concentrés en 2022 sur le thème de la biodiversité. Ce choix s'explique entre autres par l'adoption par les Nations Unies de la feuille de route pour la protection de la biodiversité à l'horizon 2030. Tout engagement dans la mauvaise direction aurait des conséquences fatales. C'est pourquoi nous avons assisté à la Conférence sur la diversité biologique (COP15) à Montréal.

En amont, nous avons travaillé avec 15 organisations partenaires, essentiellement d'Indonésie et d'Afrique, pour rédiger une pétition critiquant l'objectif des Nations Unies et de nombreux pays classer 30 % de la surface terrestre de la planète en aires naturelles protégées d'ici 2030.

En effet, nous craignons que cette décision provoque le pire épisode d'accaparement de terres de toute l'histoire de l'humanité et qu'elle n'apporte qu'une piètre contribution à la préservation de la Nature. Les peuples autochtones, tout parti-

En bref

Pétition :
Protégez la biodiversité, mais correctement : en renforçant les droits des peuples autochtones

Partenaire :
Réseau de 15 organisations partenaires

culièrement, y voient le risque que leur habitat et leurs droits soient foulés au pied et violés du fait de ces aires protégées.

Nous avons remis les 65 014 signatures de la [pétition « Protégez la biodiversité, mais correctement : en renforçant les droits des peuples autochtones »](#) à Elizabeth Maruma Mrema, secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique à l'époque, ainsi qu'à Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement canadien, à l'occasion de la COP15. Parce que le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal maintient l'objectif de „30 en 30“, nous continuons à travailler sur ce sujet et à recueillir des signatures.

Lien :
Article : sauvonslaforet.org/actualites/11117



Les autochtones sont celles et ceux qui protègent le mieux la Nature. (© Natalie Weemaels)

2.2 Les animaux et leur habitat



En 2022, nous avons clôturé deux pétitions ayant fortement mobilisé le public : « [Le commerce de l'ivoire doit rester tabou !](#) » avec ses 900 097 signatures et « [Ni aliment ni médicament : protégez le pangolin !](#) » avec ses 407 431 signatures. Nous avons fait beaucoup pour les éléphants et les pangolins ces dernières années. Ces deux espèces animales sont aujourd'hui mieux protégées que jamais.

Nous avons poursuivi notre campagne de protection du varan de Komodo en 2022, menacé par un projet touristique. Outre notre [pétition « Un Jurassic Park pour le dragon de Komodo ? Non ! »](#), nous misons sur le pouvoir des images pour sauver les varans, avec le film « Ata Modo ».

Un certain nombre d'organisations partenaires que nous avons soutenues financièrement en 2022 se consacrent intégralement à la protection des animaux et de leur habitat.

Nous travaillons depuis de nombreuses années avec la fondation **Wild Chimpanzee Foundation (WCF)** au Libéria pour protéger l'habitat du chimpanzé d'Afrique occidentale, espèce menacée d'extinction. Le travail de la WCF vous est présenté en détail sur notre site Web sous le titre « [Les gardiennes de la jungle](#) ». Une autre organisation, **Bonobo Alive**, se consacre elle aussi aux hominidés. Cette espèce de primate vit

uniquement en République démocratique du Congo. Ce projet entend améliorer les conditions de vie des personnes vivant à la lisière du Parc national de la Salonga.

En Indonésie, l'**organisation FLIGHT combat les criminels capturant les oiseaux** ainsi que les trafiquants. Avec succès : « Notre surveillance a eu pour effet de dissuader les négociants par peur d'amendes et de faillite », explique Marison Guciano, son fondateur et directeur.

Le **Forum Konservasi Leuser (FKL)** s'est fixé pour objectif de préserver l'écosystème de Leuser

© Istockphoto/lara_zanarini

à Sumatra. L'organisation gère un ambitieux programme de protection des orangs-outans, tigres, éléphants et rhinocéros, autant d'espèces menacées qui ne cohabitent qu'ici. Nos partenaires de la fondation **Aceh Wetland Foundation** ont eu le plaisir d'annoncer la protection de 300 hectares de marais dans l'écosystème de Paya-Nie. L'organisation **Harimau Pining** est parvenue à placer officiellement une mangrove sous la protection des communautés autochtones.

En bref

Pétitions :	Partenaires :
<ul style="list-style-type: none"> • Protégez le pangolin ! • Stop au commerce de l'ivoire ! • Non à un Jurassic Park pour le dragon de Komodo ! 	<ul style="list-style-type: none"> • Wild Chimpanzee Foundation (WCF), Liberia • Bonobo Alive, RD Congo • Flight, Indonésie • Forum Konservasi Leuser, Indonésie • Aceh Wetland Foundation, Indonésie • Harimau Pining, Indonésie



Il n'y a pas que la Nature à souffrir de l'exploitation minière : les conditions de travail y sont souvent mauvaises. (© Jatam Sulteng)

3 Notre focalisation sur l'exploitation minière, l'énergie et la violence

La menace pour l'environnement que constituent l'exploitation minière et l'extraction de ressources est liée à la crise climatique à deux égards. Les gisements de pétrole et de gaz africains sont pris d'assaut, alors même que nous devons cesser d'utiliser les énergies fossiles. Les projets miniers destructeurs sont nombreux. Éoliennes, voitu-

res électriques, batteries : tous ces équipements requièrent des matières premières dont l'extraction peut nuire à l'environnement.

Pour sensibiliser l'opinion publique à la problématique du boom récent des matières premières et soutenir les personnes impactées, nous avons cofondé et sommes le point de con-

tact régional pour l'Amérique latine du réseau mondial « **Yes to Life, No to Mining** », qui réunit plus de 80 organisations et groupes touchés par l'exploitation minière. Nous avons soutenu financièrement un fonds d'action dont l'un des objectifs est de faire respecter le « droit de dire non ».

3.1 Exploitation de gaz et de pétrole en Afrique

Alors qu'il est clair que nous devons dire adieu aux énergies fossiles que sont le gaz, le charbon et le pétrole, les projets d'extraction poussent comme des champignons en Afrique. Nous nous sommes particulièrement penchés sur trois projets en 2022 :

L'appel d'offre sur 27 gisements de pétrole et 3 de gaz lancé par le gouvernement de République démocratique du Congo. Nombre d'entre eux empiètent sur des aires protégées, à l'instar du Parc national des Virunga, se situent dans les tourbières de la Cuvette centrale ou violent les droits fon-

ciers des populations. Le rapport « [Nous garderons nos forêts, vous gardez vos dollars](#) » que nous avons soutenu prouve que la majorité des habitants des villages refusent la vente des forêts par crainte pour l'environnement. Aux côtés de partenaires internationaux, africains et congolais, nous avons créé une

En bref

Pétitions :

- Ne sacrifiez pas les forêts du Congo à l'industrie pétrolière
- TotalEnergies : stop au projet pétrolier Tilenga en Ouganda
- Non à l'exploitation du pétrole dans les trésors de la Namibie !

Partenaires :

- Réseau CREF, RD Congo
- Réseau contre l'exploitation pétrolière au Congo
- Tasha Research Institute Africa, Ouganda
- StopEACOP, réseau international

coalition et lancé la [pétition « Ne sacrifiez pas les forêts du Congo à l'industrie pétrolière »](#). Les signatures ont été remises plusieurs fois à Kinshasa et à Berlin. La campagne se poursuit en 2023.

L'oléoduc EACOP, en Ouganda et en Tanzanie, long de 1 445 kilomètres et qui doit acheminer du pétrole vers le port de Tanga. L'exploitation pétrolière est également en cours

dans le Parc national Murchison Falls, projet contre lequel nous nous opposons au travers d'une pétition. Nous sommes engagés au réseau international StopEACOP, Ensemble, nous parvenons à convaincre de plus en plus de banques et de sociétés d'assurances de refuser de soutenir le projet.

Le projet de forages pétroliers dans le bassin de l'Okavango en Namibie, une zone à l'écologie sensible, porté par la société canadienne ReconAfrica, continue à nous inquiéter.

3.2 Exploitation minière et violence

Dans les pays du Sud, qui dit exploitation minière dit souvent violence. Nos organisations partenaires font régulièrement état de phénomènes récurrents, de nombreuses violations aux droits des femmes, avec de graves conséquences. En Équateur, le sort d'Alba Bermeo Puin, tuée par balle par des chercheurs d'or, a été particulièrement bouleversant. Avec notre [pétition « Équateur : stop à l'activité minière et à sa violence envers les femmes »](#), nous avons appelé à la solidarité internationale avec les activistes menacés.

Dans la province équatorienne d'Imbabura, une véritable ruée vers l'or a commencé suite à la découverte sur place de cette ressource. Des milliers d'orpailleurs se sont précipités sur la zone, sans le moindre permis, mettant fin à la vie paisible des populations locales, compromettant l'agriculture et empoisonnant les cours d'eau avec le cyanure et le mercure hautement

Pétitions :

- Équateur : stop à l'activité minière et à sa violence envers les femmes
- Non à l'activité minière dans les montagnes de l'Équateur
- Les territoires autochtones toujours menacés en Amazonie

Partenaires :

- Yes to life, no to mining, réseau international
- Accion Ecológica, Équateur
- Observatorio Minero Ambiental y Social del Norte del Ecuador OMASNE, Équateur
- Red Latinoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Sociales y Ambientales
- Frente Nacional Antiminero del Ecuador
- Geografía Crítica de Ecuador
- Otros Mundos Chiapas, Mexique
- Red Mexicana de Afectadas/os por la Minería (REMA)
- Terra Justa, Bolivie
- Colectivo Voces Ecológicas de Panama
- Aliansi Sulawesi, Indonésie

toxiques utilisés. Notre [pétition « Légale ou illégale, non à l'activité minière dans les montagnes de l'Équateur »](#) demande aux autorités de garantir les droits de la population.

Au Brésil, nous déplorons de voir que 1,17 million de km² de territoires de peuples autochtones reconnus et délimités par l'État ont été ouverts des projets de barrages et de mines, en raison des importants gisements de matières premières,

dont l'or, la bauxite, des terres rares et des minerais. Le danger n'ayant pas disparu suite au départ du Président Jair Bolsonaro, notre [pétition « Héritage de Bolsonaro : les territoires autochtones toujours menacés en Amazonie »](#) se poursuit.

En Indonésie, bon nombre d'exploitants agricoles, membres de peuples autochtones et défenseurs de la forêt sont en prison. Cependant, il y a parfois des lueurs d'espoir. Ainsi, grâce à notre solidarité, trois membres de communautés indigènes qui avaient manifesté

contre la destruction de la forêt en raison de projets miniers, écopant par là même de six mois de prison, ont été innocentés – un succès de taille pour notre partenaire des Célèbes.

3.3 Exploitation minière et transition énergétique

En Indonésie, l'extraction de nickel montre bien les conséquences désastreuses de la transition énergétique européenne pour les populations et la Nature dans les pays du Sud. L'État insulaire recèle les plus grands gisements de minerai de nickel au monde, surtout dans les Célèbes et dans les Moluques du Nord. Le pays entend fournir à la filière automobile mondiale de l'acier au nickel et des batteries au nickel et soutient donc des mines, des fonderies, des ports et des infrastructures. L'électricité nécessaire, quant à elle, provient de centrales à charbon.

Craignant de voir disparaître leurs moyens de subsistance, des personnes engagées dans la défense de l'environnement en Indonésie, dont nos partenaires de WALHI

et Jatam, ont expliqué dans une [lettre ouverte au patron de Tesla, Elon Musk](#) : « Nous sommes profondément inquiets car nos années de travail nous apprennent que l'industrie du nickel détruit l'environnement, que les peuples autochtones et les défenseurs de l'environnement sont criminalisés lorsqu'ils s'opposent à la destruction de leurs terres et que d'autres violations de la loi auront lieu tout au long de la chaîne de production. »

À l'occasion du sommet du G20 à Bali, nos partenaires de l'Aliansi Sulawesi ont fait part de leurs revendications : « Arrêtez de financer et d'investir dans les mines et fonderies de nickel ou les centrales électriques polluantes qui les soutiennent en Indonésie.

En bref

Partenaires :

- Jatam Sulteng, Indonésie
- Aliansi Sulawesi, Indonésie
- Yes to Life, no to Mining, Internationales Netzwerk
- Terra Justa, Bolivie
- Observatorio Plurinacional de Salares Andinos OPSAL
- Observatorio Minero Ambiental y Social del Norte del Ecuador OMASNE
- Colectivo Voces Ecológicas de Panama
- Coalition against Land Grabbing (CALG), Philippines

[L'électromobilité est une fausse solution au changement climatique.](#) »

Aux côtés de l'Aliansi Sulawesi,

Action spectaculaire de nos partenaires de WALHI avec la bannière « Sauvez la forêt tropicale des Célèbes du Sud » (© Walhi)



nous soutenons la formation de femmes autochtones comme gardiennes de la forêt et la résistance contre l'extraction de nickel, synonyme de destruction. Un film, « Red Alert Nickel » (« Nickel – niveau d'alerte rouge »), a également été tourné.

La demande croissante en nickel ne menace pas seulement la forêt tropicale et la mangrove : la faune marine est elle aussi en danger. Notre partenaire Jatam veut faire interdire l'évacuation en mer des

déblais et leur introduction en haute mer prévue.

En Amérique du Sud, ce ne sont pas que les forêts qui sont menacées, mais aussi les salines et les glaciers, qui recèlent eux aussi des minerais convoités pour la transition énergétique, notamment du lithium. Parce que son extraction met en danger des écosystèmes, des cours et plans d'eau et les moyens de sub-

sistance des peuples autochtones, nous élaborons des pistes de résistance avec nos réseaux partenaires.

3.4. Exploitation minière et pandémie

Dans certains pays, l'industrie minière a profité de la pandémie pour se développer. Mi-2020, la « **Coalition contre la pandémie minière** » a publié une analyse à ce sujet avec des études de cas de pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord, qui a été le fruit d'une collaboration avec des commu-

nautés et groupes du terrain de 23 pays. Nous sommes membres de cette coalition et avons soutenu financièrement le groupe régional d'Amérique latine, coordonné par notre **organisation partenaire Terra Justa**. Nous avons également contribué aux travaux de recherche et à la coordination internationale.

En bref

Partenaires:

- Yes to life, no to Mining, réseau international
- Coalition against the Mining Pandemic
- Terra Justa, Bolivie



Grenouilles, jaguars, cébinés, bucérotidés : la liste des animaux dont l'habitat est détruit par les projets miniers est longue. (© Morley Read | Murraycooperphoto | Murray Cooper | JATAM)

4 Les matières premières agricoles

L'agriculture industrielle et à grande échelle représente l'une des principales causes de destruction de la Nature, de perte de la biodiversité et de la crise climatique de la planète. Cette problématique a été analysée dans l'étude **Swallowing Indonesia's Forests** consacrée aux mégaplantations du Nord de Sumatra et que nous avons soutenue.

Vue aérienne d'un déboisement pour des plantations de palmiers à huile dans la région d'Ucayali au Pérou



4.1 L'huile de palme

L'huile de palme est souvent au cœur de ce type d'agriculture. L'industrie et les entreprises tentent de faire croire aux consommateurs qu'il existe bien une huile de palme produite dans le respect de l'environnement et des droits sociaux. C'est ce qu'est censé garantir le label RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable). Cependant, l'un de nos articles a démontré que ceci n'est que [poudre aux yeux et publicité mensongère](#).

Au travers de notre campagne

« [Agropalma : c'est ça le champion de l'huile de palme durable en Amazonie ?](#) », nous avons sélectionné

un exemple particulièrement éloquent et grave sur lequel nous continuerons à travailler en 2023.

En bref

Pétitions :

- Non aux mégaplantations dans la forêt des Mahuze !
- Aidez les Dayak à sauver la forêt de Kinipan
- Agropalma : c'est ça le champion de l'huile de palme durable en Amazonie ?

Partenaires :

- Save our Borneo (SOB), Indonésien
- Yayasan Pusaka Bentala Rakyat - (Pusaka), Indonésien
- Environmental Paper Network, internationales Netzwerk
- Otros Mundos Chiapas, Mexico

En 2022, nous avons continué à accompagner un certain nombre de cas de déforestation pour la production d'huile de palme, notamment la résistance du village de Kinipan. Lorsque son chef, Willem Hengki, a été arrêté sous un prétexte fallacieux, nous nous sommes engagés pour sa libération et avons publié une lettre ouverte aux côtés de 71 autres organisa-

tions (il a été libéré au printemps 2023).

Des nouvelles encourageantes nous parviennent parfois d'Indonésie. M. Hiden, du village de Penyang à Bornéo a ainsi [gagné son procès contre un puissant producteur d'huile de palme](#), obligé de restituer les terres qu'il avait dérobées.

Au mois d'octobre, nous avons soutenu la deuxième rencontre mésoaméricaine contre l'huile de palme, à laquelle ont participé des représentants du Honduras, du Guatemala ainsi que du Mexique et des États mexicains de Campeche, de Tabasco et du Chiapas.

4.2 Les plantations et les droits des populations

Les plantations de palmiers à huile vont souvent de pair avec la destruction de forêts et la violation des droits des populations locales. En Afrique, nous travaillons depuis plusieurs années sur les affaires particulièrement dérangeants des entreprises Okomu Oil Palm Plantation (OOPC) et Plantations et Huileries du Congo (PHC). Dans les deux cas, nous nous impliquons dans des réseaux réunissant des organisations internationales et africaines de défense de l'environnement et des droits humains. Ensemble, nous faisons campagne, par exemple en nous adressant à l'agence publique allemande du développement (DEG).

La DEG a cofinancé les plantations de PHC en République démocratique du Congo à hauteur de 16,5 millions de dollars, jusqu'à son retrait en février 2022, laissant derrière elle la désolation. Sur place, les communautés dénoncent l'accaparement de terres et des violences allant jusqu'à l'assassinat. C'est ce que nous avons dénoncé dans notre [pétition « Huile de palme : libérez les villageois injustement arrêtés en RDC »](#). Nous apportons un soutien financier durable à

En bref

Pétitions :

- Huile de palme : libérez les villageois injustement arrêtés en RDC
- Villages en feu pour l'huile de palme au Nigeria. Stop !
- Conseil à l'ONU : arrêtez les contrats avec le groupe Bolloré

Partenaires :

- VOICI, Nigeria
- RIAO-RDC, République Démocratique du Congo
- Synaparcam, Cameroun
- Muyissi, Gabon
- Save our Borneo, Indonésie

l'organisation **RIAO-RDC**, qui s'engage en faveur des communautés, depuis 2022.

Au Nigeria, les populations s'opposent au producteur d'huile de palme OOPC, qui fait partie du groupe Socfin. Au-delà de notre [pétition « Villages en feu pour l'huile de palme au Nigeria. Stop ! »](#), nous avons une collaboration avec l'organisation **VOICI**. Nous nous sommes rendus sur place en 2022 où

Un petit garçon devant une cabane sur une plantation de palmiers à huile (© RdR)



4.3 Les plantations d'arbres

On a beau le dire et le répéter : **les plantations d'arbres ne sont pas des forêts**. Les forêts sont des écosystèmes ultracomplexes, dotés d'une grande biodiversité, tandis que les plantations d'arbres sont des déserts écologiques.

Le Brésil s'engage ainsi dans la mauvaise direction. Une commission publique y a autorisé le géant de la pâte à papier et de la cellulose Suzano à planter des eucalyptus génétiquement modifiés résistant au glyphosate. Plus de 50 organisations exigent que cette autorisa-

tion soit annulée en raison des dangers qu'elle représente pour le vivant, la société et la Nature. Nous soutenons ce combat par notre [pétition « Brésil : stop aux eucalyptus transgénétiques ! »](#).

Populations locales et organisations de défense de l'environnement et des droits humains déplorent un phénomène massif d'accaparement des terres, de destruction de la biodiversité, d'assèchement des sources d'eau et d'incendies fréquents sur les plantations d' eucalyptus,

Un autochtone, le regard tourné vers une plantation d'eucalyptus au Brésil (© Povo Pataxó)

comme l'a rapporté notre **organisation partenaire Forum Carajas**.

En bref

Pétition :
Brésil : stop aux eucalyptus transgénétiques !

Partenaire :
Forum Carajas, Brésil

4.4 La biomasse pour la transition énergétique

Le préfixe de « biomasse » peut induire en erreur, car « bio » ne rime pas forcément avec « respectueux de l'environnement » et « écologique ». C'est même parfois tout le contraire !

En mai, les Nations Unies ont annoncé que 800 millions de personnes seraient menacées par la faim et la sous-nutrition en raison de problèmes graves d'approvisionnement et de hausse des prix alimentaires. Cette information n'empêche pas l'UE d'appuyer la production de « bio-

carburants » automobiles à partir d'huiles végétales et de céréales. C'est pourquoi nous avons lancé la [pétition « Stop à l'incorporation obligatoire de nourriture dans les carburants ! »](#).

En Allemagne, la ville de Hambourg souhaitait convertir une centrale à houille située dans la zone portuaire et y brûler du bois originaire de Namibie. Nous avons lancé la [pétition « Le bois de brousse comme combustible : tout sauf du win-win »](#), qui a réuni plus de 108 000 signatures. Le projet

de biomasse a été stoppé, ce qui montre bien que la contestation peut porter ses fruits.

En bref

Pétitions :

- Stop à l'incorporation obligatoire de nourriture dans les carburants !
- Le bois de brousse comme combustible : tout sauf du win-win

Partenaires :

- Robin Wood, Allemagne
- Energietisch Hamburg
- Biofuelwatch



5

L'exploitation forestière pour la protection du climat et le bois tropical

5.1 L'exploitation forestière pour la protection du climat

C'est indubitable : face à la crise climatique, nous devons cesser d'utiliser les énergies fossiles et passer aux énergies renouvelables. Et nous le répétons en permanence : une simple substitution n'est pas possible et les économies d'énergie doivent constituer un pilier essentiel de la transition énergétique. En 2022, nous nous sommes penchés sur un aspect généralement absent du discours public : l'abattage d'arbres pour la construction d'éoliennes. C'est que

d'importantes quantités de balsa, un bois tropical, sont bien souvent utilisées pour les rotors. Des forêts tropicales sont d'ailleurs abattues en Équateur à ces fins.

Les entreprises de la filière du bois ne s'embarrassent pas des territoires autochtones, des aires protégées ou de provoquer de graves conflits sociaux. Nous avons contacté plusieurs entreprises productrices d'éoliennes et lancé la [pétition « Vos éoliennes contiennent-elles du balsa d'Amazonie ? »](#), dans laquelle nous leur demandons de fournir

En bref

Pétition :
Vos éoliennes contiennent-elles du balsa d'Amazonie ?

des informations sur leurs chaînes d'approvisionnement. Tout recours à du balsa de source illégale, issu de la surexploitation de la forêt tropicale et des territoires de peuples autochtones doit être exclu.

Nous avons fait de ce thème la une de notre [magazine Regenwald Report \(en allemand\)](#).



Les pales de rotor d'éoliennes sont souvent fabriquées à partir de bois de balsa, qui peut être issu de la surexploitation. (© Ivan Castaneira | Carsten Snebjerg)

5.2 L'exploitation forestière pour le bois tropical



Des bûcherons débitent un arbre abattu illégalement. (© Devcon)

Nos partenaires en Malaisie, en RDC et au Nigeria nous alertent souvent d'abattages illégaux.

Matek Geram, de l'organisation **SADIA** constate régulièrement des chemins créés illégalement par des entreprises forestières. En 2022, nous avons lancé ensemble la [pétition «Non aux abattages près des rivières Ulu Lioh et Ulu Lijan en Malaisie»](#), suite à sa découverte du possible octroi d'une concession d'exploitation à une société.

En République démocratique du Congo, le problème concerne le déboisement pratiqué en marge de l'orpaillage au cœur de la deuxième forêt tropicale au monde. Avec la [pétition « Protection des forêts en RDC : un engagement à mettre en œuvre »](#) lancée aux côtés de nos partenaires de l'organisation **RIAO-RDC**, nous demandons au Président Félix Antoine Tshisekedi de s'engager à protéger les forêts, lui qui souligne régulièrement le rôle de son pays dans la lutte contre la crise climatique.

Au Nigeria, nous avons pu constater toute l'ampleur de l'exploitation forestière illégale à l'occasion d'un

déplacement durant l'été 2022, lors duquel nous avons accompagné nos partenaires de longue date Devcon et RRDC. Ce sujet fait l'objet d'un [reportage dans notre magazine Regenwald Report \(en allemand\)](#).

En Indonésie, la déforestation s'est déplacée vers la Papouasie, où nous soutenons le réseau **WALHI Papua**, dont l'objectif est

Sur les îles Aru, les activistes d'**Urai Uni** poursuivent les bûcherons illégaux. L'abattage du merbau, un arbre au bois tendre, y va crescendo. Les troncs d'arbres quittent la région par navire pour être acheminés vers des ports internationaux. À plusieurs reprises, Urai Uni a pu inciter les autorités à arrêter des trafiquants et même à immobiliser des navires.

En bref

Pétitions :

- Non aux abattages près des rivières Ulu Lioh et Ulu Lijan en Malaisie
- Protection des forêts en RDC : un engagement à mettre en œuvre
- Stop au pillage de la forêt de Cross River au Nigeria

Partenaires :

- Sarawak Dayak Iban Association (SADIA), Malaisie
- RIAO-RDC, République Démocratique du Congo
- Rainforest Resource Development Center RRDC, Nigeria
- Wise Administration of Terrestrial Environment and Resources (WATER), Nigeria
- Development Concern Devcon, Nigeria
- Our Resources, Guinée-Bissau
- WALHI Papua, Indonésie
- Pageos, Indonésie
- Urai Uni, Indonésie
- Aceh Wetland Foundation, Indonésie
- Indigene Kaapor, Brésil

de défendre la forêt tropicale locale dans laquelle vivent des kangourous arboricoles et des oiseaux de paradis, ainsi que de nombreuses populations autochtones.

En Papouasie, nous soutenons également l'organisation **Pageos**, qui réunit certains des premiers chercheurs de la région. Par des publications et des interviews à la radio et à la télévision locales, ils y mènent un travail de sensibilisation et d'information au sujet des menaces de déforestation.

6 Les procédures-bâillon – SLAPP

À partir de décembre 2019, nous avons dû nous défendre devant le tribunal de Hambourg (Landgericht), en Allemagne, suite à la plainte d'un groupe indonésien. L'entreprise Kenertec avait exigé que nous réfutions nos déclarations au sujet de l'utilisation de bulldozers et d'incendies en lien avec le déboisement de la forêt tropicale en Papouasie et que nous nous en abstenions à l'avenir.

À nos yeux, il s'agissait là de ce que l'on appelle une « procédure-bâillon » (ou SLAPP, en anglais), menée avec le but de nous faire taire. En 2022, c'est surtout hors des salles d'audience que ce procès

nous a occupés : nous avons tissé des liens avec des organisations et des fédérations de journalistes, nous sommes engagés au sein de l'alliance européenne CASE et avons fait part de nos expériences à l'occasion de tables rondes et de webinaires.

Fin 2022, la fin imminente possible du procès s'est dessinée. Le 21 février 2023, Kenertec a abandonné toutes ses demandes dans le cadre d'un accord passé sur suggestion de la Cour et a pris à sa charge les trois-quarts des frais de procédure.

Les procédures-bâillons sont une menace pour les droits fondamen-

taux et la démocratie et nous continuons à agir [pour mettre fin aux SLAPPs](#).

En bref

Pétition :

- Protégez la démocratie maintenant : stop aux procédures-bâillons !

Partenaires :

- Umweltinstitut München, Allemagne
- Coalition against SLAPPs in Europe (CASE), réseau international

Les procédures-bâillons visent à faire taire les critiques
(© Grafik: Umweltinstitut München e.V.)



Notre collaboration avec nos organisations partenaires dans le monde dans le monde



Rettet den Regenwald e.V. a soutenu financièrement 63 projets de 40 partenaires dans 16 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine en 2022.

Dans la plupart des cas, l'idée du projet émanait des activistes.
Le choix des projets est conditionné par les objectifs globaux suivants :

- ➔ Préservation de la forêt tropicale comme écosystème, habitat et élément clé dans le système climatique terrestre ;
- ➔ Arrêt de la déforestation ;

- ➔ Respect des droits humains, des droits fonciers et des droits de la Nature.
- Nous soutenons par exemple le travail de formation, les actions de

contestation, les sources de revenus alternatives, les gardes forestiers et écogardes, la reforestation, la cartographie visant à garantir les droits sur la forêt ainsi que les

recherches menées pour faire la lumière sur les crimes environnementaux. À cet égard, la promotion des femmes et des jeunes filles nous tient particulièrement à cœur.

Le partenaire est seul responsable de la mise en œuvre du projet. Nous n'avons pas de projets à l'étranger que nous dirigeons et ne détachons pas de personnel sur place. À des intervalles irréguliers, nous rendons visite à certains partenaires de projet pour créer la confiance et renforcer nos rapports. Nous travaillons également avec nos partenaires sur des pétitions et campagnes d'accompagnement et œuvrons pour la mise en place de réseaux et de mesures de relations publiques internationales.



Amérique latine – organisation, pays, thème, montant des aides

CPT	Brésil	Droits fonciers, droits humains, ressources	11 000 €
FASE	Brésil	Campagne contre les plantations industrielles	2 500 €
FAZENDA SAUVA	Brésil	Protection de la forêt tropicale par des écogardes	3 840 €
FORUM CARAJAS	Brésil	Contre l'accaparement des terres, l'agro-industrie	14 214 €
INE	Brésil	Agriculture paysanne, plantes médicinales	16 500 €
CFSK/POEMA	Brésil	Cartographie par le peuple autochtone Kaapor	1 750 €
XINGU VIVO	Brésil	Défense en justice et résistance	37 581 €
OPSAL	Chili	Campagne contre l'écoblanchiment	600 €
OMASNE/CIPAT	Équateur	Réserve de Los Cedros	16 500 €
OTROS MUNDOS	Mexique	Défense du territoire	25 000 €
COVEC	Panama	Campagne contre l'exploitation minière	10 544 €
KENE	Pérou	Protection juridique et politique	53 815 €
GAIA FOUNDATION	UK/Monde	„Yes to life, no to mining“	5 764 €

Europe – organisation, pays, thème, montant des aides

ABENTEUER REGENWALD	Allemagne	Éducation à l'environnement	36 000 €
SALVA LA SELVA	Espagne	Projets et campagnes pour l'Amérique latine	97 834 €

Asie – organisation, pays, thème, montant des aides

ALIANSI SULAWESI	Indonésie	Campagne contre l'extraction de nickel	33 000 €
AWF	Indonésie	Reforestation de mangroves	25 000 €
FLIGHT	Indonésie	Sauvetage d'oiseaux sauvages	14 000 €
FKL	Indonésie	Protection de la forêt de l'écosystème du Leuser	89 800 €
HARIMAU PINGIN	Indonésie	Droits fonciers et reforestation	5 200 €
JATAM	Indonésie	Réseau contre l'exploitation minière	41 000 €
OUIIN	Indonésie	Centre d'éducation à l'environnement	8 000 €
PERKUMPULAN HIJAU	Indonésie	Protection de la forêt par les droits forestiers	24 000 €
PUSAKA	Indonésie	Protection de la forêt par les autochtones	14 000 €
SOB	Indonésie	Protection de la forêt par les autochtones	80 000 €
URAI UNI	Indonésie	Cartographie des frontières traditionnelles	2 100 €
WALHI NTT	Indonésie	Protection du Parc national de Komodo	34 010 €
WALHI PAPUA	Indonésie	Aide d'urgence suite aux inondations	5 000 €
SADIA	Malaisie	Droits fonciers traditionnels, aide d'urgence	30 000 €
CALG	Philippines	Aide d'urgence suite au typhon	31 700 €

Afrique – organisation, pays, thème, montant des aides

SYNAPARCAM	Cameroun	Action contre les plantations d'huile de palme	3 888 €
BONOBO ALIVE	RD Congo	Formation au Parc national de la Salonga	8 000 €
CAMV	RD Congo	Aide au peuple autochtone des Batwa	30 000 €
RIAO-RDC	RD Congo	Contre la destruction de la Nature	29 950 €
WCF	Libéria	Écogardes au Parc national de Grebo-Krahn	50 000 €
LMN	Madagascar	Étude sur la pollution par l'exploitation minière	1 585 €
DEVCON	Nigeria	Écogardes contre l'exploitation forestière illégale	68 000 €
GRAIN	Nigeria	Aide d'urgence médicale	3 540 €
VOTEi	Nigeria	Réseautage contre les sociétés de plantation	8 850 €
WATER	Nigeria	Campagne contre l'exploitation forestière illégale	31 000 €
TEST	Tanzanie	Aide d'urgence pour les Massai	5 000 €
TASHA	Ouganda	Campagne contre l'oléoduc	9 550 €

Tous les projets que nous soutenons

Vous voulez mieux connaître nos partenaires et notre travail ? Nous n'en présentons qu'une sélection dans ce rapport annuel ; vous trouverez plus d'informations sur notre site Web à la rubrique « Projets ». Nous l'enrichissons petit à petit, si bien qu'il vaut la peine de la consulter régulièrement.

<https://www.sauvonslaforet.org/projets>



Notre association

Rettet den Regenwald e. V. agit depuis 35 ans pour la défense des dernières forêts tropicales partout dans le monde. Fondée en 1988, notre association fait la lumière sur des projets causant la déforestation et pointe du doigt les entreprises et politiques responsables.

Nous soutenons par ailleurs en Asie, en Afrique et en Amérique latine, des partenaires locaux, généralement membres de peuples autochtones, dans leur combat contre l'accaparement des terres, la déforestation et la destruction de l'environnement.

Reconnue d'utilité publique, l'association a son siège en Allemagne (registre du tribunal d'instance de Hambourg : VR 11790). Elle est indépendante de toute instance gouvernementale et de tout parti politique. Notre travail est majoritairement financé par des dons.

Depuis 2022, Rettet den Regenwald e.V. soutient également l'Initiative pour une société civile transparente.

Le comité directeur exécutif est composé de deux co-présidentes : Bettina Behrend et Marianne

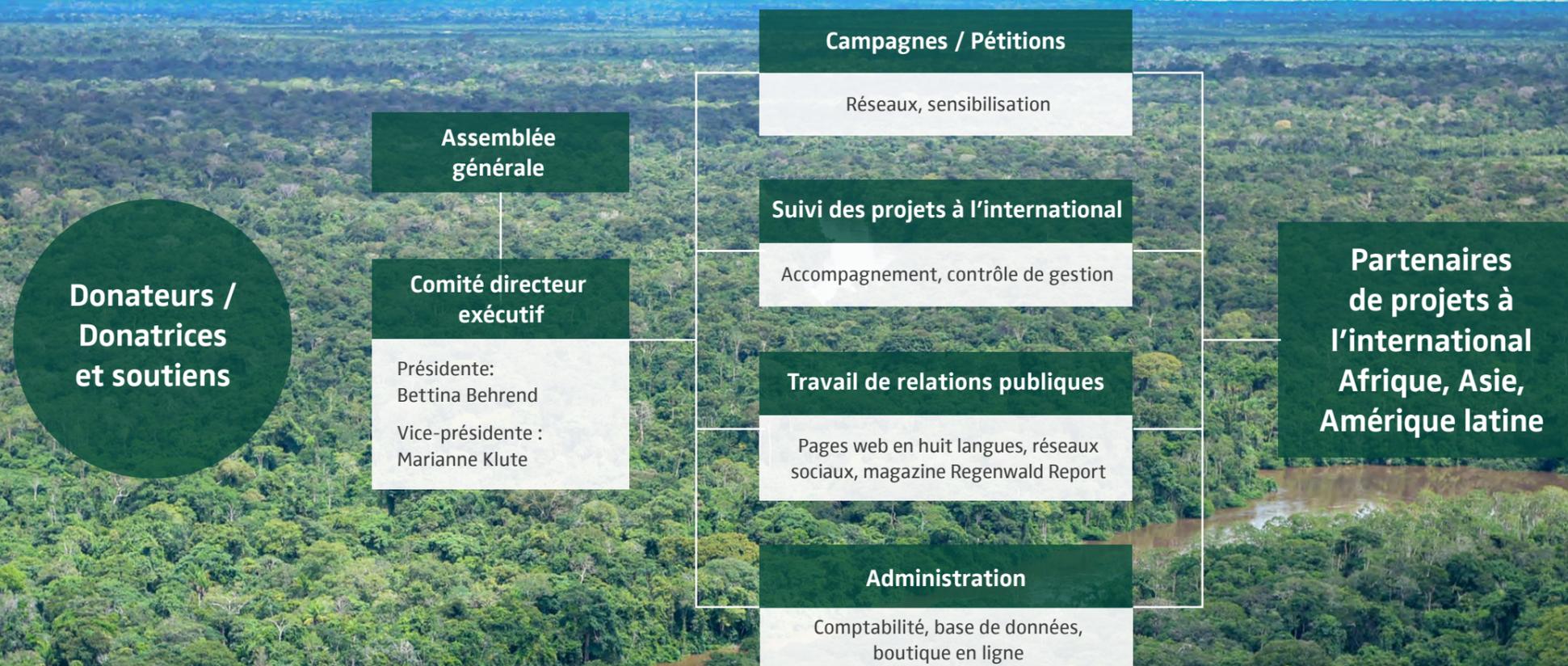


Klute. 20 personnes étaient employées au sein de notre équipe fin 2022, la plupart à temps partiel, chargées

de mener des campagnes, de gérer des projets, de travail informatique, graphique et rédactionnel, d'accompagner nos donateurs et

donatrices. Tous et toutes contribuent dans une même mesure au succès de notre organisation.

Organigramme de notre travail



Vue d'ensemble des finances

Rettet den Regenwald e.V. a reçu le soutien de 13 686 donatrices et donateurs, et collecté environ 2,1 millions d'euros de dons, d'aides et de legs en 2022.

Les dépenses liées à des pro-

jets se sont montées à environ 1,3 million d'euros (70 %). Nous avons soutenu quelque 60 projets de nos partenaires partout dans le monde à hauteur de plus d'un million d'euros, ce qui représente 53 % de nos dépenses. Le

travail international de campagne a représenté une part de 6 % (0,1 million d'euros) et les dépenses pour le travail de relations publiques 21 %. Les charges administratives ont pu être maintenues à minima à 9 %.

Finances et affectation des fonds

Généralités

Le bilan de l'exercice 2022 de Rettet den Regenwald e. V. a été réalisé dans le respect des dispositions prévues par le Code du commerce allemand ainsi que par l'Initiative Transparente Zivilgesellschaft (ITZ). En raison de sa restructuration, les différents postes de dépense sont en partie présentés différemment que lors des années passées, raison pour laquelle nous ne pouvons pas établir de comparaisons directes entre 2022 et 2021.

Origine des fonds

En 2022, Rettet den Regenwald e.V. a enregistré des **recettes** d'un montant total de 2 136 930,90 euros, dont 2 003 151,50 euros provenant uniquement de dons uniques ou importants de nombreux soutiens en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

Nous avons en outre reçu une aide d'un montant de 101 779,40 euros de la Fondation Packard destinée uniquement au paiement des frais de la procédure-bâillon (cf. p. 23). L'année dernière, Rettet den Regenwald e.V. a en outre reçu

32 000 euros sous forme de legs.

Affectation des dons

Rettet den Regenwald e.V. a enregistré des **dépenses** d'un montant total de 1 927 773,05 euros en 2022.

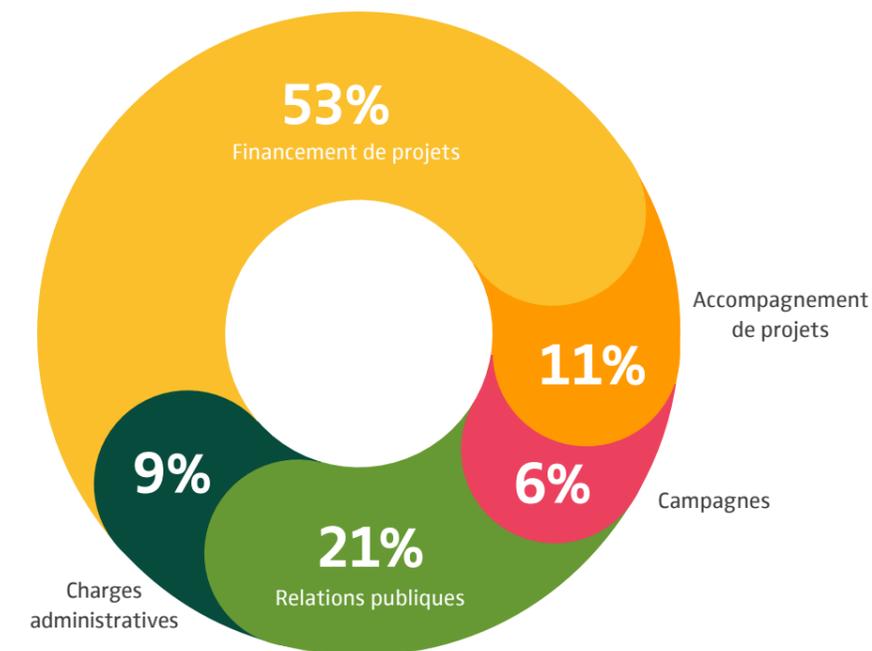
Les **dépenses liées à des projets** se montent à 1 339 440,79 euros, soit 70 % des

dépenses totales.

Les **dépenses liées à des projets** sont subdivisées en plusieurs catégories :

→ Financement de projets

Le financement de projets représente 53 %, dont 1 019 615,72 euros de fonds



Répartition des dépenses en 2022

Recettes et dépenses en 2022

Recettes de l'association

Dons reçus	2 003 151,50 €
Aides d'autres organisations	101 779,40 €
Legs	32 000,00 €
TOTAL DES RECETTES DE L'ASSOCIATION	2 136 930,90 €

Dépenses de l'association

Projets (financement et accompagnement)	1 231 036,80 €
Campagnes	108 403,99 €
Travail de relations publiques	415 876,76 €
Charges administratives	172 455,50 €
TOTAL DES DÉPENSES DE L'ASSOCIATION	1 927 773,05 €
Excédent provenant de l'activité de l'association (activité non marchande)	209 157,85 €

décaissés pour des projets au profit d'organisations partenaires internationales de Rettet den Regenwald e.V.

→ Accompagnement de projets

Les frais liés à l'accompagnement et au contrôle de gestion des projets ont représenté des dépenses à hauteur de 211 421,08 euros (11 %).

→ Campagnes, travail d'éducation et de sensibilisation

Les dépenses pour financer nos réseaux internationaux, campagnes, pétitions et activités en lien avec le thème de la protection de l'environnement et des droits humains se sont montées à 108 403,99 euros (6 %).

Les dépenses pour financer notre travail de relations publiques, à savoir essentiellement l'édition de notre magazine trimestriel Regenwald Report et de notre site internet en huit langues, se sont montées à 415 876,76 euros (21 %).

Les charges administratives restent modestes en 2022, avec 172 455,50 euros, soit 9 % des dépenses totales. Elles couvrent entre autres les frais de personnel et de matériel pour l'administration, la base de données, la comptabilité, les frais locatifs, les frais bancaires et de port.

Au total, nous avons reporté un excédent d'un montant de 209 157,85 euros provenant de l'activité non marchande de

l'association sur l'exercice 2023. Celui-ci est dû d'une part à l'aide accordée par la Fondation Packard. Puisqu'il n'y a pas encore eu de frais de procédure en 2022, ceux-ci ont été intégralement comptabilisés au titre de l'exercice 2023. Nous avons également reporté des fonds destinés aux projets à hauteur de 107 378,45 euros sur le nouvel exercice 2023. En fin d'année, nous ne savions pas s'il ne faudrait pas s'attendre à un recul des dons compte tenu de l'inflation et de la situation politique mondiale. Cette crainte ne s'est cependant pas confirmée, si bien que nous devrions avoir encore plus de fonds à consacrer à des projets en 2023.

Compte de résultat au 31 décembre 2022

1. Activité non marchande

Recettes de l'association	
Dons reçus	2 003 151,50 €
Aides d'autres organisations	101 779,40 €
Legs	32 000,00 €
TOTAL DES RECETTES DE L'ASSOCIATION	2 136 930,90 €
Dépenses de l'association	
Projets (financement et accompagnement)	
Aides directes accordées aux projets sur place	1 019 615,72 €
Dépenses de matériel en lien avec des projets	11 307,77 €
Honoraires travailleuses et travailleurs indépendants	117 767,33 €
Cotisations à la Caisse d'assurance sociale des artistes (KSK) pour les travailleuses et travailleurs indépendants	3 975,00 €
Frais pour le personnel employé par l'association	78 370,98 €
TOTAL	Dépenses pour les projets sur place 1 231 036,80 €
Campagnes	
Dépenses de matériel pour les campagnes de l'association	6 168,72 €
Honoraires travailleuses et travailleurs indépendants	44 897,24 €
Cotisations KSK pour les travailleurs indépendants	1 515,01 €
Frais pour le personnel employé par l'association	55 823,02 €
TOTAL	Dépenses pour les campagnes de l'association 108 403,99 €
Relations publiques	
Dépenses de matériel pour les relations publiques	2 567,89 €
Regenwald Report (magazine)	97 419,38 €
Site Web de Rettet den Regenwald e. V.	55 101,52 €
Honoraires travailleuses et travailleurs indépendants	71 572,59 €
Cotisations KSK pour les travailleurs indépendants	2 417,15 €
Dépenses pour les campagnes de l'association	186 798,23 €
TOTAL	Dépenses pour les relations publiques de l'association 415 876,76 €

Charges administratives	
Salaires, cotisations sociales incluses	49 024,69 €
Frais en lien avec la maison de l'association	9 428,06 €
Assurance	480,83 €
Frais de déplacement du personnel	989,04 €
Frais d'entretien du matériel / logiciels	5 721,98 €
Base de données / back-end	1 243,93 €
Fournitures d'exploitation	6 878,96 €
Frais de port	3 424,26 €
Téléphone	3 060,59 €
Frais Internet de l'association	6 332,44 €
Informatique / organisation du système de l'association	70 243,75 €
Fournitures de bureau	249,94 €
Publications spécialisées	59,97 €
Coaching / formation	3 600,00 €
Frais juridiques et de conseil + coaching	2 215,35 €
Frais de comptabilité / salaires	2 002,18 €
Frais annexes de trésorerie	6 427,84 €
Autres fournitures d'exploitation	1 071,69 €
TOTAL	Dépenses pour les charges administratives de l'association 172 455,50 €
TOTAL DES DÉPENSES DE L'ASSOCIATION	1 927 773,05 €
Excédent provenant de l'activité de l'association (activité non marchande)	209 157,85 €

2. Activité commerciale

RECETTES	
Recettes livres (TVA à 7 % / 5 %)	7 792,03 €
Recettes CD, etc. (TVA à 19 % / 16 %)	4 200,74 €
TVA à 7 % / 5 %	545,84 €
TVA à 19 % / 16 %	798,40 €
TOTAL DES RECETTES PROVENANT DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE DE VENTE	13 337,01 €
Dépenses	
Achat de marchandises (TVA à 7 % / 5 %)	1 550,82 €
Achat de marchandises (TVA à 19 % / 16 %)	825,78 €
Frais d'expédition	3 651,71 €
TVA déductible à 7 % / 5 %	265,58 €
TVA déductible à 19% / 16%	535,95 €
Regenwald Report (TVA à 7 % / 5 % et à 19 % / 16 %)	6 300,67 €
Cotisation à la CCI allemande	0,00 €
TVA déductible versée en 2020 pour l'exercice en cours	36,63 €
TVA 4e trimestre 2021 et déclaration annuelle de 2019	580,00 €
Dépenses activité commerciale de vente	12 587,14 €
Excédent annuel provenant de l'activité commerciale de vente	749,87 €

Initiative Société civile transparente (ITZ)

La transparence est très importante pour nous, en tant qu'association à but non lucratif, afin d'instaurer la confiance et de rendre notre travail visible pour le public et nos soutiens.

En Allemagne, où se trouve notre siège social, il n'existe pas d'exigences de publication uniformes pour les organisations de la société civile. C'est pourquoi nous avons décidé d'adhérer à l'initiative „Transparente Zivilgesellschaft“ (ITZ), lancée par l'organisation Transparency

International Deutschland. Conformément aux principes de cette initiative, nous nous sommes engagés à rendre facilement accessibles au public, et à mettre à jour régulièrement, les 10 informations suivantes sur les objectifs, l'origine et l'utilisation des fonds et la structure du personnel de notre association Rettet den Regenwald e.V. (dont „Sauvons la forêt“ est le nom de la page internet francophone). Voir :

www.sauvonslaforet.org/organisation/transparence

3. Compte de résultat global de l'association

Compte de résultat pour l'activité non marchande

Recettes de l'association	
Dons reçus	2 003 151,50 €
Aides d'autres organisations et legs	133 779,40 €
TOTAL DES RECETTES DE L'ASSOCIATION	2 136 930,90 €
Dépenses de l'association	
Projets / campagnes et travail de relations publiques	1 755 317,55 €
Charges administratives	172 455,50 €
TOTAL DES DÉPENSES DE L'ASSOCIATION	1 927 773,05 €
Excédent annuel provenant de l'activité non marchande de l'association	209 157,85 €

Compte de résultat pour l'activité commerciale

Recettes activité commerciale de vente	13 337,01 €
Dépenses activité commerciale de vente	12 587,14 €
Excédent annuel provenant de l'activité commerciale de vente	749,87 €

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2022

Résultat provenant de l'activité non marchande	209 157,85 €
Dépenses provenant de l'activité non marchande	749,87 €
Il s'ensuit pour l'ensemble des activités de l'association un EXCÉDENT POUR L'EXERCICE	209 907,72 €



Donner une voix à la forêt tropicale

Suivez-nous et participez à notre action !

 facebook.com/sauvonslaforet

 twitter.com/sauvonslaforet

 instagram.com/sauvonslaforet

 youtube.com/@Sauvonslaforet

 t.me/sauvonslaforet



www.sauvonslaforet.org